

article du Paris Normandie du 2 avril 2026

Le 1er mai 1919 : la première « manif » du monde ouvrier

La manifestation du 1er mai 1919 a rassemblé selon les comptes rendus de l'époque quelque 2 500 personnes. Image générée par l'IA Dans le rétro. Les travailleurs dieppois descendaient pour la première fois massivement dans la rue le 1er mai 1919. Ils remettaient alors aux élus municipaux une longue liste de revendications : crèches, logements salubres, suppression de taxes...

La date marque la première mobilisation massive à l'occasion d'un 1er Mai à Dieppe. C'était en 1919. En France, la CGT appelle alors les travailleurs à descendre dans la rue, renonçant à la paix sociale qui avait prévalu pendant la guerre. Le gouvernement de Georges Clemenceau avait espéré désamorcer la mobilisation en faisant voter en urgence, le 23 avril, la loi instaurant la journée de huit heures de travail. En vain : la revendication immédiate de son application dans toutes les entreprises de France devient aussitôt le nouveau mot d'ordre. À Paris, les manifestations sont interdites : « On compte un tué et un certain nombre de blessés », titre le Petit Parisien dans son édition du 2 mai.

À Dieppe, l'ambiance est sereine, mais la mobilisation massive. Au matin de ce 1er mai 1919, la ville se réveille sous la pluie, un calme inhabituel régnant dans les rues. Les débits de boissons sont fermés, les théâtres et cinémas aussi... La plupart des petits commerçants ont baissé leur rideau. À la manufacture des tabacs, c'est « le chômage général », relève dans son compte rendu publié le 5 mai, La Vigie, le journal de Dieppe.

« DÉMOBILISATION ET DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ! »

Tout démarre de la gare, en début d'après-midi. Un premier cortège se forme, précédé de la bannière rouge du syndicat dieppois de la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer, qui se met en marche au son de L'Internationale et gagne la place Louis-Vitet, où l'attendent d'autres délégations. Ils sont environ 2 500, hommes, femmes et enfants, la plupart portent à la boutonnière « l'églantine rouge ou une rosette de même couleur », note Jacky Maussion, président de l'Institut CGT d'Histoire sociale de la Seine-Maritime, et corédacteur de Luttés sociales, un siècle de l'union locale CGT de la région dieppoise paru en 2019. La manifestation venue de la manufacture des tabacs réunit quelque 700 personnes, les cheminots 400, les dockers 200... Des pancartes émergent avec ces mots d'ordre : « L'émancipation des

travailleurs sera l'œuvre des travailleurs », « Vive Jaurès ! », « Tu ne tueras pas », « Démobilisation et désarmement général ».

Escortés de commissaires reconnaissables à leurs brassards rouges, les manifestants parcourent les rues d'Écosse, de la sous-préfecture, les quais Bérigny et Duquesne, les rues Saint-Jean, de la Barre, Victor-Hugo. Place de la Barre, le cortège tout entier défile devant le monument aux Morts de 1870 devant lequel des bouquets sont déposés.

UNE MAISON DU PEUPLE

Vers quatre heures, huit délégués se présentent à la mairie, où ils sont reçus par les adjoints au maire, une entrevue décrite par la presse de l'époque comme « très courtoise » : « M. Lafargue, tourneur au dépôt ferroviaire et secrétaire du Groupe socialiste dieppois, donne lecture d'un cahier de revendications. »

Les manifestants réclament d'abord une maison du peuple et une Bourse du travail pour les syndicats, comme à Rouen, mais aussi des crèches au Pollet et en ville, des lavoirs gratuits avec eau et séchoirs, des bains-douches populaires à petits prix... Pour les mères de famille qui travaillent, ils souhaitent l'attribution d'un « coupe-file » leur évitant de longues attentes dans les magasins de ravitaillement, dans un contexte de pénuries d'après-guerre.

En matière d'éducation, le cahier est tout aussi ambitieux : augmentation du nombre de bourses au Collège et aux cours secondaires, cours professionnels pour jeunes gens et jeunes filles, fournitures scolaires gratuites dans les écoles laïques, vestiaire gratuit, cantines à prix très réduits, promenades scolaires payées par la ville.

LA SUPPRESSION DE L'OCTROI

Les questions de logement et de santé ne sont pas en reste. Les organisations ouvrières réclament l'expropriation des taudis insalubres « dans les quartiers populeux », la construction d'habitations « saines et claires avec confort moderne », la suppression des tinettes au profit de l'eau courante à tarif réduit, et la distribution gratuite de lait avec consultations médicales « pour les familles nécessiteuses ». Sur le plan économique, les revendications portent sur la suppression de l'octroi (contribution indirecte perçue par une municipalité sur les marchandises de consommation locale, n.d.r), la régie directe municipale du Casino avec des tarifs différenciés entre Dieppois et étrangers. Enfin, les manifestants « mettent en garde la municipalité contre la razzia du marché de Dieppe que provoquerait l'arrivée des villégiateurs fortunés pour la saison estivale ». Réponse de l'adjoint au maire : « Soumettez ce programme aux électeurs et il ne tiendra qu'à eux d'en assurer la réalisation. »